

propos de la stratégie de planification de l'emploi de mentionner que le budget réduit les fonds destinés au programme de la stratégie de l'emploi, plutôt que de les augmenter? Est-ce qu'il n'aurait pas été plus exact de préciser que la réduction de \$50 dont le ministre a parlé avec tant de fierté a uniquement pour but de compenser la perte que les économiquement faibles des Maritimes vont subir à cause de l'augmentation de 1 p. 100 de la taxe de vente? En ce qui concerne Défi 86, n'aurait-il pas été plus honnête de dire que les crédits destinés à ce programme avaient eux aussi été réduits cette année? Et enfin, à propos des provinces de l'Atlantique, le ministre n'aurait-il pas mieux fait, puisqu'il voulait se vanter, de mentionner la surtaxe de 3 p. 100 sur le revenu qui sera imposée à tout habitant de Terre-Neuve et des Maritimes? On aurait ainsi donné un tableau plus juste et plus honnête de la réalité que les initiatives du gouvernement vont provoquer dans la région de l'Atlantique.

M. Crosbie: Monsieur le Président, tout est subjectif, n'est-ce pas? J'ai bien vu que les députés de l'opposition n'étaient pas d'accord avec tous mes propos, car non seulement ils branlaient la tête, mais je pouvais aussi les entendre sonner comme des hochets.

A propos des arguments que le député vient de débiter, le taux de chômage a baissé à 9.8 p. 100. C'est la première fois en trois ou quatre ans qu'il se situe en deçà de 10 p. 100. Par conséquent, si les crédits affectés aux programmes d'emploi diminuent au cours de l'année, c'est bien parce que la situation de l'emploi s'améliore.

On prévoit dépenser 800 millions de dollars pour les programmes d'emploi et de formation cette année. On consacra 125 millions de dollars au Programme d'adaptation pour les travailleurs âgés, qui remplacera le Programme d'adaptation de la main-d'œuvre. Il existe un programme de 100 millions de dollars par année pendant trois ans et dont les ressources atteindront 600 millions de dollars, avec la contribution des provinces. Il y a des initiatives dans le domaine de l'emploi pour les assistés sociaux. Le député peut, s'il le veut, dire que c'est moins. Je dis le contraire et je dis aussi que les besoins diminuent et qu'ils continueront à diminuer, comme les chiffres publiés aujourd'hui en témoignent.

● (1300)

Notre budget encourage l'entreprise. Il encourage l'efficacité et la réduction des dépenses gouvernementales. De plus, il est équitable. Le député n'a jamais mentionné l'impôt minimum de 25 p. 100 qui figure dans le budget et que devront acquitter ceux qui ont de hauts revenus. Pendant 20 ans, l'opposition officielle a ajouté des exemptions et des échappatoires dans ses budgets, des exemptions et des échappatoires que nous sommes en train de supprimer.

Un exemple de l'équité du budget est cet impôt minimum de 25 p. 100 pour les particuliers à hauts revenus. Il est probablement justifié de croire que ce ne sera pas parfaitement équitable pour certains, mais dans le contexte de l'ensemble du régime fiscal, nous avons pour la première fois supprimé une échappatoire de taille. Pourtant, les néo-démocrates ne l'ont jamais ouverte pour nous dire combien ils en étaient satisfaits. Je comprends cela de la part de l'opposition officielle, puisque ce sont les libéraux qui avaient créé ces échappatoires.

Le budget—M. McCurdy

En tant que représentant des provinces maritimes, je suis heureux d'avoir pu expliquer à la Chambre ce que nous faisons dans la région atlantique. Je n'ai pas eu la chance d'expliquer comment nous avons doublé les dépenses au titre de l'entente de développement industriel régional et du développement régional, l'année dernière. Nous consacrons à l'heure actuelle à ce domaine plus de 80 millions de dollars comparativement à 40 millions de dollars en moyenne au cours des huit années précédentes, sous le gouvernement libéral. Je n'ai pas vraiment eu l'occasion de m'attarder sur cette question. Si j'avais pu, je suis persuadé que nos vis-à-vis auraient été encore plus sidérés et verts de jalousie qu'ils ne le sont maintenant. Je défie l'un d'entre eux de poser une autre question, une seule.

M. le vice-président: Je suis désolé, mais la période réservée aux questions et observations est maintenant terminée. Reprise du débat.

M. Howard McCurdy (Windsor-Walkerville): Monsieur le Président, je dois admettre qu'en étant témoin des remarquables talents oratoires du ministre de la Justice (M. Crosbie), j'ai ri sans vergogne à la plupart de ses affirmations. Pratiquement tous les auditeurs ont succombé à l'humour et aux incitations à rire qui si souvent caractérisent les sentiments froissés de leur auteur. Si le ministre de la Justice avait dû reconnaître dans son discours toutes les lacunes de ce budget, il en aurait pleuré. Je le comprends de tenter d'attirer les rires, afin de cacher les répercussions catastrophiques que ce budget va avoir pour lui-même et son parti, et qu'il a déjà au Québec, si l'on en croit la presse de ce matin.

Le ministre a déclaré que lorsque nous secouons la tête elle fait un bruit de hochet. Évidemment, dans son cas cela ne se produit parce que sa tête est tellement bourrée de sottises, qu'elle ne peut pas sonner creux. En fait, le ministre a même recouru à un raisonnement par l'absurde en discutant du budget proposé par son parti. Cela, je puis le comprendre, car quand je suis rentré chez moi en fin de semaine dernière, j'ai téléphoné au hasard à un certain nombre de mes électeurs. Ces gens m'ont fait connaître sans la moindre équivoque leur façon de penser au sujet de ce budget. Ils ont employé un mot très simple, un mot de sept lettres le mot «injuste». Ce mot, «injuste», a été prononcé par ceux qui seront les victimes mêmes de ce budget, les Canadiens ordinaires; mais le budget a été aussi jugé injuste par des personnes qui ne seront pas assujetties aux mêmes taxes révoltantes que les salariés gagnant des revenus moyens.

Les personnes âgées sont épouvantées par ce budget qui est encore vicié du fait que le Canadien moyen travailleur, qui a déjà assez de mal à joindre les deux bouts, va maintenant être obligé de payer la facture pour les pauvres alors que les riches se la coulent douce. Ce budget est une tentative manifeste de coupure entre les Canadiens moyens travailleurs et les pauvres qui sont les plus durement frappés par la conjoncture de notre pays, entretenue par le gouvernement.

Nous ne cesserons de dire et de répéter que ce budget est injuste. Cette accusation a été reprise par les députés des deux partis de l'opposition, et même en sourdine par les députés du parti conservateur lui-même. Mais c'est une accusation qui sera brandie de toute part dans le pays jusqu'à ce que les démons soient exorcisés.